

SERVICES INFORMATIQUES

LE MINISTRE NE NOUS ÉCOUTE PAS, ET NE COMPREND PAS LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES !

Le secrétaire d'Etat au budget Christian Eckert s'est déplacé à Clermont-Ferrand pour célébrer les 50 ans de l'ENFIP.

La CGT l'attendait.

Il a été interpellé par les personnels qui ont dénoncé le manque de moyens pour travailler, il lui a été aussi rappelé l'importance de l'ISF de M. Macron au regard de l'exemplarité qui lui est demandé ainsi que la nocivité de la loi travail.

Loin de prêter attention aux agents auxquels il n'a répondu à aucun moment, il s'est prêté à un entretien avec les journalistes, démontrant que la réalité de la vie des services n'est plus une préoccupation pour lui, ni même un sujet de compréhension.

Il a en effet déclaré publiquement sur France 3 :

«Il y a des transformations dans la société, dans les techniques d'utilisation de la dématérialisation, de la déclaration en ligne, des nouveaux moyens informatiques qui font que nos agents peuvent gagner en terme de productivité, comme on le dit de façon un peu maladroite.»

Pour le gouvernement, ce sont les moyens informatiques sous toutes ses formes qui constituent l'opportunité de faire des gains de productivité. Seul objectif : continuer de baisser les effectifs.

M. Eckert feint d'ignorer que les services informatiques sont eux-mêmes touchés par les baisses d'effectifs, comme tous les services de la DGFIP :

- ✓ baisse des effectifs de 5 286 informaticiens en 2013 à 4 859 en 2016 ;
- ✓ suppression de 108 emplois pour la seule année 2016 dans les DISI ;
- ✓ augmentation de la charge de travail dans les services centraux sans moyens supplémentaires.

Notons la contradiction des discours face aux actes ministériels :

Le ministre réaffirme la place primordiale de l'informatique pour l'avenir de la DGFIP, mais aucun représentant de la DISI Pays du Centre n'a été autorisé à participer à l'entrevue à la préfecture.

Face à cette sélection inadmissible faite par l'administration sans tenir compte de la demande des organisations syndicales, la délégation CGT du Puy-de-Dôme a pu lire la motion de la DISI malgré les protestations de l'administration.

Cela a permis d'avoir des réponses du ministre sur 2 points.

Mais quelles réponses !! Chacun appréciera.



- 1 • Mis La délégation CGT lui a rappelé la déshérence ainsi que la souffrance dans laquelle se trouvent les services et personnels informatiques sur lesquels il compte tant pour faire ses «gains de productivité», le mettant face à ses responsabilités et ses contradictions.

Sa réponse fut à l'image de son attitude provocatrice vis à vis des agents :

«Nous avons tort de nous cloisonner dans nos ministères, et même dans nos services».

La CGT Finances Publiques pose alors la question :

- ▶ **Quel avenir réserve-t-il à la DGFIP ?**
- ▶ **Quel souci a-t-il des agents ?**
- ▶ **Quel avenir pour les informaticiens de la DGFIP ?**

- 2 • Interrogé encore une fois sur les suites du Hackaton, dont on note cependant qu'il existe des moyens financiers pour l'organiser et pour diffuser des informations mensongères, il répondra qu'il n'y a pas lieu de faire de démenti compte tenu que le Canard Enchaîné l'a fait dans un article.

Christian Eckert ira jusqu'à nous déclarer :

«C'est le seul journal, pour une fois, qui a dit la vérité sur le sujet.»

Il est clair que le gouvernement ne nous écoute plus !

Il est clair que le gouvernement ne fait plus aucun effort pour comprendre nos difficultés !

Il est donc essentiel de réaffirmer nos revendications et agir pour leur satisfaction !

La CGT Finances Publiques revendique :

- ▶ **Un recrutement d'informaticien au niveau nécessaire à l'exercice de ses missions ;**
- ▶ **Le maintien du statut actuel des informaticiens ;**
- ▶ **L'abrogation des décrets de 2014 qui portent atteinte à l'intégrité des missions informatiques au sein de la DGFIP ;**
- ▶ **L'abandon de PPCR et de toutes dispositions recourant à la mobilité forcée.**

**LA CGT APPELLE LES PERSONNELS DE LA DGFIP A MULTIPLIER LES ACTIONS,
À FAIRE GRÈVE ET À PARTICIPER À LA
MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE INTERSYNDICALE**

du 14 juin à Paris !

